

Convention collective régionale

IDCC : 528. – **INDUSTRIE DE LA TEINTURE
NETTOYAGE ET DE LA BLANCHISSERIE
(NORD ET PAS-DE-CALAIS)**
(25 février 1955)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,
Journal officiel du 30 mai 1971)

AVENANT N° 10 DU 31 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX BARÈMES DE RÉMUNÉRATIONS MINIMA
NOR : ASET0651309M
IDCC : 528

Entre :

L'union régionale de l'entretien des textiles Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats chrétiens CFTC ;

L'union syndicale textile, cuir, habillement de Lille et environs FO ;

L'union régionale des syndicats textiles, habillement, cuir CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barèmes de rémunérations minima

Les rémunérations minima conventionnelles sont fixées au 1^{er} janvier 2007 pour les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective des industries de la teinture nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais conformément au tableau suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL base 151,67 heures
110	8,27	1 254,31
120	8,27	1 254,31
130	8,28	1 255,83

COEFFICIENT	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL base 151,67 heures
140	8,29	1 257,34
160	8,56	1 298,30
180	8,79	1 333,18
200	9,12	1 383,23
230	9,9	1 501,53
280	10,79	1 636,52
350	11,87	1 800,32
400	13,23	2 006,59
500	15,19	2 303,87
600	17,23	2 613,27

Prime de frais de route des chauffeurs-livreurs : 5,25 €.

Cette prime est allouée aux chauffeurs-livreurs qui, du fait de l'horaire de la tournée, sont dans l'impossibilité de prendre leur repas à leur domicile ou dans l'entreprise.

Article 2

Adhésion

Conformément à l'article L. 132-9 du code du travail, toute organisation et tout employeur qui ne font pas partie du présent avenant pourront y adhérer ultérieurement.

Cette adhésion sera valable à compter du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Article 3

Dépôt de l'avenant

Les formalités de dépôt seront effectuées selon les obligations réglementaires, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Extension

Conformément à l'article L. 133-1 du code du travail, les parties contractantes conviennent de demander au ministère du travail que les dispositions du présent accord soient rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective.

(Suivent les signatures.)